



Questionnaire Recherche et enseignement supérieur à l'attention des candidats à l'élection présidentielle 2017

Politique de recherche

1. Le traité de Lisbonne de 2009 fixait comme priorité l'objectif de consacrer 3 % du PIB européen à la recherche à l'horizon 2020. Cet effort n'est que de 2,25 % (dont 64 % effectués par les entreprises) contre 2,9 % pour nos voisins allemands. Quel objectif vous fixez-vous, et en quelles proportions pour la recherche publique en part de réalisation d'ici 2022 ?
2. Lors des 5 dernières années, la réforme de l'ESR n'a pas été remise en cause. L'autonomie des universités a montré leurs difficultés financières et n'a pas permis plus de visibilité pour les équipes de recherche qu'elles abritent. Le débat sur la sélection à l'entrée ou au cours du cycle universitaire n'a pas non plus été porté devant les citoyens. Comment donner plus d'attrait à nos universités ?
3. Est-il toujours pertinent selon vous de pousser tous les jeunes à faire des études universitaires ?
4. La France produit actuellement un peu plus de 12 000 docteurs es sciences par an, dont environ un quart d'étudiants étrangers, un chiffre stagnant depuis près de 20 ans. Voulez-vous, durant votre quinquennat, maintenir ou augmenter ce chiffre ? À combien doivent se chiffrer le nombre et le montant des contrats de doctorants financés par l'État ?
5. Avec un peu plus de 250 000 chercheurs, la France se classe 8^e mondiale, loin derrière la Chine, les États-Unis et le Japon. Il y a 20 % de précaires dans les EPST et les départs en retraite se font de plus en plus tard. Comment comptez-vous changer cette situation décourageante pour ceux qui se destineraient à la recherche ?
6. François Hollande, candidat, avait promis de réformer le Crédit d'impôt recherche (CIR) afin d'en faire « un outil plus incitatif et de limiter les effets d'aubaine ». 5 ans plus tard, le CIR atteint les 6 milliards d'euros par an et les PME n'en bénéficient pas plus qu'auparavant. Pensez-vous que ce dispositif fiscal soit un levier pour financer la recherche et embaucher les docteurs ? Estimez-vous que cette niche fiscale doive perdurer ? Trouvez-vous normal que grâce au CIR, des très grands groupes du CAC 40 n'acquittent pas d'impôts en France ?
7. Comment rendre plus efficace le soutien public dont l'innovation a besoin ? Considérez-vous qu'il faille réorienter la recherche publique vers les besoins économiques immédiats, ceux des entreprises, au détriment de la recherche fondamentale ?

Science et société

8. En matière de recherche, y a-t-il des thématiques que vous souhaiteriez soutenir en priorité ? Si oui, lesquelles ?
9. La société s'est interrogée sur la pertinence de la mise en œuvre d'innovations comportant des risques. Mettrez-vous en œuvre des réglementations plus ou moins strictes – et si oui jusqu'où – dans les domaines suivants :
 - les nanotechnologies
 - les techniques de réécriture du génome (Crispr Cas 9)
 - les pesticides
 - les vaccins
 - les gaz de schistes
 - le nucléaire
 - les perturbateurs endocriniens.
10. Comment la France pourra-t-elle garder l'expertise scientifique et le poids nécessaire pour défendre ses points de vue ?
11. Le principe de précaution, inscrit dans la constitution sous la présidence de Jacques Chirac, notamment suite aux scandales de la vache folle et du sang contaminé, doit-il être remis en question ?
12. Considérez-vous qu'il y a débat sur la responsabilité humaine dans le changement climatique ?
13. Le regain de climatoscepticisme aux États-Unis et pour partie en France vous inquiète-t-il ?
14. Quelle sera votre stratégie pour tenir les engagements de l'Accord de Paris ?
15. Outre les questions d'énergie et de changement climatique, la science nous alerte sur la dégradation de notre environnement : déclin de la biodiversité, appauvrissement des sols, contamination de la chaîne alimentaire par les produits phytosanitaires et industriels, pollution des eaux... Quel est votre programme pour répondre à ces enjeux de société ?